



UNIVERSITÉ  
**Concordia**

Relations et communications internes

Tél.: (514) 848 4183

Télec.: (514) 848 2814

Courriel: [irc@alcor.concordia.ca](mailto:irc@alcor.concordia.ca)

***Prière d'afficher  
et de faire circuler dans votre service***

(Toutes les annonces d'aujourd'hui, le 15 janvier 2003, sont diffusées au  
<http://www.concordia.ca/>)

Pour le rapport intégral consulter : <http://www.concordia.ca/>

**LE RECTEUR LOWY PRÉSENTE LE RAPPORT  
MANIFESTATION DU 9 SEPTEMBRE 2002 :  
ENQUÊTE SUR LES ASPECTS SANTÉ ET SÉCURITÉ**

Le 15 janvier 2003 — Le 9 septembre 2002, une manifestation contre un discours devant être prononcé par M. Benjamin Netanyahu, ancien premier ministre d'Israël (et ministre des affaires étrangères actuel), tourne à la violence. Des manifestants franchissent les barricades dressées sur la mezzanine du pavillon Hall, créent une atmosphère hostile et intimidante, fracassent des vitres et harcèlent les personnes qui tentent d'entrer au pavillon pour assister à la conférence. À cause de ces événements, la conférence a été annulée, après quoi le Conseil d'administration a imposé, sur la recommandation de l'administration de l'Université, une période d'accalmie qui suspendait certaines activités au pavillon Hall. Par conséquent, l'Université Concordia s'est attiré l'attention de nombreux médias régionaux, nationaux et même internationaux et continue à faire parler d'elle.

Le rapport ci-joint, intitulé *Manifestation du 9 septembre 2002 : enquête sur les aspects santé et sécurité*, préparé par M<sup>me</sup> Susan Magor, directrice du Service environnement, santé et sécurité, a été remis au vice-recteur aux Services, M. Michael Di Grappa, fin décembre 2002. Le mandat de la directrice consistait à identifier les causes directes et indirectes de l'incident et à évaluer l'impact des événements afin que l'Université en tire leçon et adopte des mesures pour éviter que cela se reproduise. Le rapport est fondé sur une enquête exhaustive sur ce qui a provoqué les événements du 9 septembre et ce qui s'est passé ce jour-là. Cette enquête comprenait des entretiens, la visualisation des bandes vidéos et un examen des comptes rendus. Il s'agit d'un rapport approfondi énonçant une série de recommandations formelles et plusieurs directives pour assurer la sûreté et la sécurité de nos campus. Il souligne des aspects à améliorer et les technologies à utiliser afin de maîtriser les situations d'urgence. Nous nous penchons sur la situation pour en tirer des leçons et nous travaillons à mettre en œuvre les diverses recommandations.

J'aimerais remercier le vice-recteur, M. Di Grappa, et M<sup>me</sup> Magor pour ce rapport détaillé et le travail accompli par leurs services pendant, avant et après les événements du 9 septembre. Mes remerciements vont également au directeur du Service de protection publique, M. Jean Brisebois, et aux membres de l'Équipe d'intervention d'urgence qui nous ont aidé à préparer ce document et qui se réunissent périodiquement pour gérer et évaluer de multiples situations susceptibles de comporter des risques de santé ou de sécurité ou de nuire au fonctionnement normal de l'établissement.

Bien que Concordia ait connu des incidents isolés de violence dans son passé, ce comportement n'y est certainement pas monnaie courante. Cela est particulièrement vrai lorsqu'on prend en considération l'histoire de l'Université et ses établissements fondateurs qui, au cours de leur existence, ont accueilli sans difficultés des centaines de conférenciers controversés. Se rangeant à l'avis des policiers, l'Université ne s'attendait pas à la violence, le 9 septembre dernier. Comme le rapport l'indique, seize autres manifestations sur la situation au Moyen-Orient s'étaient déjà pacifiquement déroulées à Montréal avant la conférence prévue de Netanyahu. En fait, l'Université avait reçu l'assurance qu'il n'y aurait pas de violence au cours de l'événement par plusieurs dirigeants des mêmes groupes qui devaient participer plus tard aux actes honteux qui en ont entraîné l'annulation.

Nous avons compris que la visite de Benjamin Netanyahu suscitait des tensions et risquait de provoquer des affrontements auxquels nous nous sommes préparés. Nous avons effectivement prévu de la contestation et pris des mesures en conséquence, mais nous ne nous attendions pas à une tentative concertée et préméditée d'empêcher la conférence par tous les moyens possibles, y compris la violence et l'intimidation.

Comme le montre le rapport, l'Université s'est préparée sérieusement à l'événement et avait prévu une coordination serrée avec divers paliers de la police et de la protection publique. Aujourd'hui, à la lumière de la manifestation violente et de l'ampleur des activités planifiées de toute évidence pour empêcher le discours, nous constatons qu'une partie des préparatifs était insuffisante.

Objectivement, nous nous sommes trompés sur ce point et prenons la responsabilité d'avoir mis en danger certains de nos étudiants, professeurs et employés ce jour-là. Cela n'aurait pas dû se produire et ne se reproduira plus. Heureusement, il n'y a pas eu de blessures graves ni de dommages matériels majeurs.

Il est toutefois indubitable que les principaux responsables sont ceux qui ont planifié la violence et encouragé d'autres personnes à y participer et qui, ainsi, se sont mis au-dessus de la loi. Eux, et nul autre, ont failli créer une situation tragique et risqué non seulement leur propre sécurité mais aussi celle de nombreux spectateurs et invités innocents qui ont cherché à assister à la conférence. On pourrait trouver de nombreuses excuses et essayer de justifier leurs tactiques violentes et intimidantes, il n'en reste pas moins qu'il y a eu une tentative organisée d'empêcher une assemblée pacifique en usant de la violence. Cela ne peut être toléré à l'université ni ailleurs. Alors que les autorités civiles ont mis en accusation les personnes identifiées, l'Université a pris des mesures appropriées, et continue à faire le nécessaire, conformément aux codes internes correspondants.

La violence n'a pas droit de cité sur les campus universitaires. Le présent rapport et les différentes mesures prises depuis le 9 septembre nous ont incité à renouveler notre engagement envers le juste milieu, le débat et l'échange civilisé. Les débats sur le campus sont soumis à des principes et règles qui doivent être respectés.

Frederick Lowy  
Recteur et vice-chancelier  
15 janvier 2003